LE NOUVEAU GOUVERNEMENT A EXAMINÉ HIER LA LOI DE FINANCES 2014

Première réunion sans Bouteflika

Abdelmalek Sellal a convoqué, hier, les membres de son nouveau gouvernement pour une réunion, la première depuis le dernier remaniement de mercredi 11 septembre. La veille, le Premier ministre avait été reçu par Abdelaziz Bouteflika, encore une fois, en tête à tête : une manière bien originale de «contourner» la convocation d'un Conseil des ministres.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La tradition consistait, en effet, à ce qu'à la suite de chaque changement de gouvernement ou d'un remaniement d'envergure comme le tout dernier d'il y a une semaine et qui a bouleversé le cabinet Sellal, c'est Bouteflika qui réunit tout le monde autour d'un Conseil des ministres pour fixer les grandes priorités du gouvernement, permettre une première prise de contact avec les nouveaux venus et, le tout, ponctué par la symbolique «photo de famille».

Mais à l'évidence, Abdelaziz Bouteflika, qui multiplie les audiences en tête à tête avec Sellal et Gaïd Salah notamment, ne peut toujours pas se permettre d'aller au-delà.

En l'occurrence, se rendre jusqu'à la présidence de la République, présider une grande réunion et, surtout, faire face à une quarantaine de personnes, au moins, dans la posture qui est la sienne en ce moment. Il préfère donc pour le moment «sévir» à partir de sa résidence privée sur la côte ouest d'Alger avec une série de décisions, encore à venir et qui vont toucher tous les secteurs.

S'agissant donc de la première réunion du nouveau gouvernement Sellal, et selon une source très bien informée, elle a été entièrement consacrée à l'examen de l'avant-projet de loi de finances pour 2014.

«C'est la première séance sur cette loi de finances et qui sera suivie immédiatement après par une deuxième réunion, mercredi (demain, ndlr) toujours autour de cette même loi de finances» nous confie-t-on de même source.

Il s'agit, en fait, d'une loi de finances un peu particulière, et cela pour deux raisons. D'abord, en raison de l'annulation de la loi de finances complémentaire pour 2013 qui devait être adoptée avant le 2 septembre dernier, par voie d'ordonnance.

Photo : APS.

Bouteflika multiplie les audiences en tête à tête avec Sellal.

De fait, toutes les dispositions prévues initialement dans cette LFC 2013 seront prises en charge dans celle, ordinaire, pour 2014.

Particulièrement, les budgets complémentaires ordonnés par Sellal à l'occasion de ses sorties dans les wilayas et qui sont assez conséquents. Puis, en raison du fait que l'année 2014, c'est également l'année des présidentielles.

Des présidentielles que Bouteflika va préparer «techniquement» en prévoyant les dépenses ordinaires liées à ce genre de rendez-vous, mais aussi «politiquement». Ce qui explique, d'ailleurs, ce souci permanent de veiller particulièrement sur la stabilité du front social, d'où sa consigne, à Sellal, de ne prévoir aucune taxe nouvelle et susceptible de se répercuter sur le pouvoir d'achat…

K. A.

ARCELORMITTAL ANNABA

Accord de cession de 21% d'actifs à l'État algérien

L'annonce de la nationalisation du complexe sidérurgique El Hadjar sera faite au plus tard lundi prochain, selon des confidences faites par des sources proches du dossier. D'ailleurs, cela a été confirmé par une déclaration du ministre français du Redressement productif, Arnaud De Montebourg à un média français.

Celui-ci qui intervenait à la sortie d'une entrevue avec le président français, François Hollande, à qui il a présenté son projet de développement de l'industrie française, a affirmé que les responsables du groupe ArcelorMittal du Luxembourg ont finalement accepté de se dessaisir des 21% de leur actif de 70% au profit de l'Etat algérien qui deviendra, ainsi, majoritaire avec 51% du capital social. S'il a évoqué ArcelorMittal, c'est que celle-ci avait des relations avec l'Etat français notamment dans le domaine, marquées ces derniers mois de son renoncement à l'usine de Florange. Selon l'accord, la totalité des actifs du capital social d'ArcelorMittal El Hadjar sera partagée comme suit : 46% pour le groupe Sider, 5% iront au fonds national de l'investissement et 49% pour le groupe multinational ArcelorMittal. Les responsables du groupe du Luxembourg ont répondu positivement aux sollicitations de l'Etat algérien à travers le ministère de l'Industrie pour permettre la mise en route du plan d'investissement de la filiale algérienne. Les pouvoirs publics algériens ont déjà préparé le plan pour la rénovation des installations du complexe devenues inefficientes ces dernières années. L'accord pour cette nouvelle répartition du capital social sera signé lundi prochain à Alger, a-t-on appris de source proche du dossier. Il intervient après l'accord portant mise en route du plan d'investissement de 1 milliard de dollars et celui du pacte de stabilité sociale signé par le conseil syndical de l'entreprise devant les difficultés financières auxquelles est confronté le groupe ArcelorMittal, les responsables de ce dernier ont accepté de céder gracieusement 21% de ses parts d'actifs à l'associé algérien, le groupe Sider en l'occurrence. Ils l'ont fait pour permettre la relance de la sidérurgie dont ils sont aussi bénéficiaires.

A. Bouacha

UN CHERCHEUR DU CENTRE DES ÉTUDES STRATÉGIQUES D'EL AHRAM À ALGER

L'Égypte veut vendre son printemps arabe à l'Algérie !

Pour Amr El Shobaki, chercheur au centre des études stratégiques d'Al Ahram, la Libye s'est effondrée car elle n'avait pas d'institutions solides, contrairement à l'Égypte qui a pu détrôner le régime Moubarak tout en sauvegardant les piliers de l'Etat.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - L'invité de l'Institut national des études stratégiques algérien, Amr El Shobaki, a développé hier à Alger, un discours qui était loin d'être du goût de l'assistance.

Abordant l'évolution de la situation politique et sécuritaire au Moyen-Orient, entre état des lieux, vision et perspective, ce chercheur universitaire et, néanmoins, vice-président de l'Assemblée populaire égyptienne laissait entendre que le printemps du Caire, est en soi, une réussite.

«La Libye qui est un pays riche et qui compte tout au plus cinq millions d'habitants s'est effondrée après l'éviction de Kadhafi car elle n'avait pas d'institutions solides et le nombre de morts qu'a fait leur révolution, qui est de 5 000 âmes, en est la parfaite illustration.

Mais l'Égypte qui dispose d'institutions solides a réussi à débarquer Moubarak tout en sauvegardant l'Etat et faire éviter sa destitution…», a-t-il d'emblée développé.

Des propos qui n'ont pas manqué de faire réagir quelques participants, dont cette dame qui murmurait : «De quelles institutions parlez-vous, du moment que des femmes coptes sont violées en public dans la rue…».

En invitant les participants à cette rencontre à faire la différence entre faire tomber le régime et engager sa réforme. Pour Amr El Shobaki, qui affirme avoir été l'un des opposants actifs au régime Moubarak, les Égyptiens s'inscrivent dans la deuxième option.

En abordant les pays, qui n'ont pas été secoué par le printemps arabe à partir de la fin 2010, il citera l'Algérie et le Maroc, qui constituent deux exceptions à ses yeux : «Ces deux pays ont été épargnés par ce vent de révolte car ils ont tenté d'engager des réformes à temps.»

Rappelant que les Égyptiens n'étant plus en mesure de croire à des réformes provenant de l'intérieur du régime, il justifia la légitimité de leur manœuvre. Cela dit, il met en garde contre ce qu'il appelle les «vieilles peurs», à savoir la crainte d'un peuple d'engager le combat pour le changement au risque de voir son pays ruiné dans sa totalité.

«La crainte d'un tel scénario peut s'avérer plus dangereuse, car l'inaction conduit au péril de l'Etat», a-t-il enfin conclu tout en comparant la révolution égyptienne, dans sa «réussite», à celles des pays de l'Est européen ou encore l'Espagne et le Portugal.

M. M.

BLIDA : POUR DÉNONCER LA MARGINALISATION DE LEUR CITÉ

Des citoyens de Hai Fettal bloquent le train et ferment la route

Des dizaines d'habitants de la cité Fettal, dans la commune de Béni Mered, à 6 kilomètres au nord de Blida, ont bloqué, hier après-midi, le train en partance vers Alger et fermé la route menant vers l'université Saâd-Dahleb. Les protestataires ont justifié leur acte par l'absence d'aménagement de leur quartier puisque, soutiennent-ils, les routes et les rues de cette cité n'ont pas été bitumées. Aussi, ils se plaignent de l'absence d'infrastructures sportives et culturelles dans leur cité dont des demandes ont été formulées, affirment-ils, aux autorités locales, lesquelles, ajoutent les protestataires, leur ont promis, lors de la campagne électorale, de prendre en charge toutes les doléances des habitants de la cité Fettal.

M. B.